

MAIRIE
LE VAL

83143

Téléphone : 04 94 37 02 20

Télécopie : 04 94 37 02 25



2015/182

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE DE CIRCULATION
ET D'OCCUPATION DE VOIRIE**

Travaux de Toiture Rue Niel

N° 2015/182

L'Adjoint au Maire de LE VAL (VAR) ;

Vu l'arrêté du Maire n°2014-51 du 22 avril 2014 portant délégation des fonctions Sécurité, Prévention, Police Municipale et Personnel Communal à Monsieur Xavier GIRAUD, Adjoint au Maire ;Vu les articles L. 2212-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales ;Vu le Code de la Route et notamment les articles L411.1.1 et suivants ;Vu l'arrêté municipal permanent n°1-2013 en date du 2 janvier 2013 réglementant le stationnement et la circulation sur la commune ;Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I), précisant les conditions dans lesquelles doivent être employés les signaux définis dans l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié ;

Vu la demande en date du 08/10/2015 de l'entreprise RAMONDA domiciliée à BRIGNOLES (83170) concernant des travaux de toiture au n°3 de la rue Niel – 83143 LE VAL, pour le compte de la commune, propriétaire de l'habitation,

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité et de réglementer la circulation et le stationnement sur l'ensemble des voies communales concernées ;**ARRÊTE**

ARTICLE 1 : par dérogation à l'AM n° 2013/01 du 2 janvier 2013, l'entreprise pétitionnaire est autorisée à stationner ses engins et à mettre en place un échafaudage aux abords du chantier situé au n°3 de la rue Niel – 83143 LE VAL, à compter du 09 octobre 2015 et jusqu'à la fin des travaux.

ARTICLE 2 : l'entreprise pétitionnaire est autorisée à interrompre la circulation en fonction des besoins des travaux, avec l'obligation de faciliter le passage des véhicules d'intervention et de secours et maintenir et sécuriser le passage des piétons pendant la durée des travaux.

ARTICLE 3 : l'entreprise pétitionnaire doit mettre et veiller à maintenir en place, une signalisation conforme à la législation visant à prévenir les usagers de la gêne occasionnée par les travaux.

ARTICLE 4 : l'entreprise pétitionnaire est tenue responsable en cas de sinistre dû à une défaillance aux précédents articles, et en cas de dégât aux domaines public et privé.

ARTICLE 5 : La Gendarmerie de BRIGNOLES et la Police Municipale sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Toulon dans les 2 mois à compter de sa publication.

Copies transmises à :

- Le pétitionnaire
- Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Brignoles,
- La Police Municipale du Val.

Fait au Val, le 09 octobre 2015

L'adjoint Délégué à la Sécurité
Xavier GIRAUD